

WeWork réduit la voilure en France et ferme 8 sites

WeWork, toujours en difficulté, poursuit sa restructuration en France et ferme huit sites sur les vingt exploités. L'entreprise américaine s'était placée «sous protection du régime des faillites» américain depuis début novembre 2023.

Temps de lecture : minute

3 mai 2024

WeWork annonce ce vendredi fermer huit de la vingtaine de ses sites parisiens, via le cabinet d'avocats d'affaires August Debouzy. Le groupe avait pourtant assuré que *«les opérations mondiales -devaient- se poursuivre comme d'habitude»* dans le communiqué de presse annonçant la mise sous protection du régime américain des faillites (chapitre 11) et le dépôt d'une procédure de conciliation entre entreprises et créanciers selon la loi canadienne, le 6 novembre 2023. Mais les dettes de WeWork sont trop importantes et l'entreprise est en trop grande difficulté.

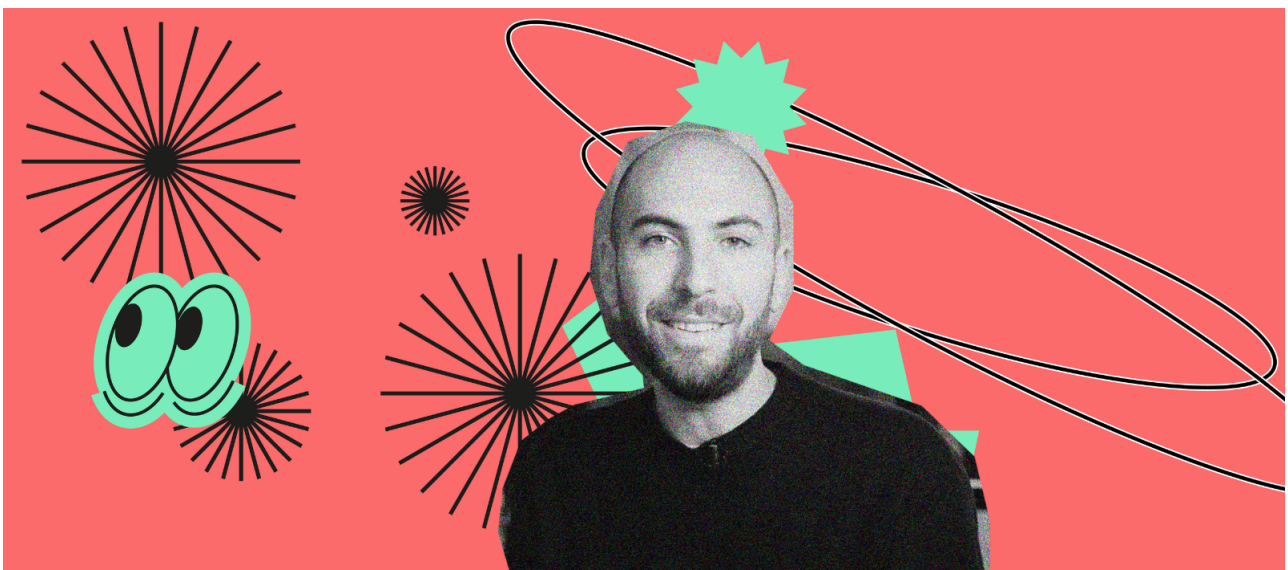
Les créanciers français de WeWork sont essentiellement ses bailleurs. C'est dans le cadre de la restructuration globale de la dette de l'ex-licorne que cette décision a été prise. Les sites concernés par ces fermetures sont *«les moins rentables en France (...) pour se concentrer pleinement sur ces centres les plus performants»* d'après le communiqué du cabinet August Debouzy. Les deux centres historiques de la rue Lafayette et des Champs Élysées sont maintenus.

«WeWork ne ferme pas en France»

«Contrairement aux rumeurs, WeWork ne ferme pas en France», a insisté

auprès de l'AFP Guillaume Aubatier, associé chargé d'accompagner WeWork dans sa restructuration en France. «*Bien au contraire, l'idée c'est justement de restabiliser le business et certainement d'ici 18 à 24 mois de réétendre le périmètre en France.*» Par ailleurs, aucun emploi n'est supprimé. Le but est bien d'augmenter la rentabilité de la filiale française en baissant les charges dues à la location de nombreux sites. Le WeWork de la Défense avait déjà fermé ses portes à la fin de l'année dernière.

La fermeture des sites français de WeWork n'est que la suite d'une rationalisation déjà engagée aux Etats-Unis et particulièrement à New York. En novembre dernier, Les Echos indiquait que WeWork consacrait 80% de ses revenus à ses différents baux commerciaux. La chute de WeWork ne fait que s'accélérer depuis le débarquement d'Adam Neumann, excentrique cofondateur, en 2019. Le coup de grâce a été la pandémie de Covid puis la pratique généralisée du télétravail et l'inflation. WeWork ne semble pas sortir de son marasme financier écrasée par trop de dettes. Fin mars, CNBC et Le Wall Street Journal rapportaient qu'Adam Neumann aurait déposé une offre de rachat de son ancienne entreprise pour 500 millions de dollars. En 2019, WeWork avait été valorisée 47 milliards de dollars.



À lire aussi

Un ancien de WeWork lance une plateforme dans l'immobilier de bureau en France



MADDYNEWS

La newsletter qu'il vous faut pour ne rien rater de l'actualité des startups françaises !

[JE M'INSCRIS](#)

Article écrit par Aurélie Pasquier